

Demande présentée avec l'aide d'un avocat pour une instance criminelle - Jeunes

Utilisez ce formulaire uniquement pour les jeunes qui ne sont pas en détention faisant l'objet d'accusations criminelles. Ce formulaire ne doit pas être utilisé pour les affaires susceptibles d'être acceptées au programme de Gestion des causes majeures (GCM). Les formulaires incomplets ou les formulaires pour lesquels il manque des documents requis ne seront pas traités. Ce formulaire peut être utilisé pour obtenir rapidement un refus afin que le demandeur puisse demander l'assistance d'un avocat en vertu de l'article 25(4) de la LSJPA.

Le formulaire est utilisé pour la demande initiale remplie par l'avocat au nom du client pour entamer la procédure. Lorsque les renseignements fournis répondent aux critères d'admissibilité, les certificats seront traités et envoyés directement à l'avocat.

Si l'admissibilité financière ne peut pas être vérifiée ou s'il n'existe pas dans les dossiers d'AJO une déclaration de Consentement à l'examen des dossiers en vigueur, les demandeurs pourraient devoir appeler AJO au **416 979-1446** ou au numéro sans frais **1 800 668-8258** pour finaliser la demande initiale.

Section 1 : Renseignements sur le jeune

Nom légal :

Coordonnées : Adresse fixe ou lorsqu'en liberté : Unité ou app. :

Ville : Province : Code postal :

Téléphone :

Courriel :

Date de naissance :

Sexe : Homme Femme X Inconnu

Statut au Canada :

Numéro de client à AJO :

Auto-identification autochtone

Vous identifiez vous comme une personne des Premières Nations, métisse, inuite, autre?

Oui Non

Si oui :	Premières Nations	avec statut	sans statut
		Dans une réserve	Hors réserve
	Métisse	Inscrite	Non inscrite
	Inuite		
	Autre		

Auto-identification relative à l'appartenance raciale

Asiatique – Est (p. ex., Chinois(e), Japonais(e), Coréen(ne))	Préfère ne pas répondre
Asiatique – Sud-Est (p. ex., Malaisien(ne), Philippin(e), Vietnamien(ne))	Je ne sais pas
Asiatique – Sud (p. ex., Indien(ne), Pakistanais(e), Sri-Lankais(e))	Pas demandé
Noir(e) – Africain(e) (p. ex., Ghanéen(ne), Kényan(e), Somalien(ne))	Autre (veuillez préciser)
Noir(e) – Antillais(e) (p. ex., Barbadien(ne), Jamaïquain(e))	
Noir(e) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))	
Indien(ne) – Antillais(e) (p. ex., Guyanien(ne) d'origine indienne)	
Latino-Américain(e) (p. ex., Argentin(e), Chilien(ne), Salvadorien(ne))	
Moyen-oriental(e) ou Nord-Africain(e) (p. ex., Égyptien(ne), Iranien(ne))	
Rom	
Blanc(he) – Nord-Américain(e) (p. ex., Canadien(ne), Américain(e))	
S'est identifié comme autochtone à la partie sur l'auto-identification autochtone ci-dessus	

Section 2 : Renseignements juridiques sur l'affaire

Le demandeur a-t-il versé de l'argent à un avocat dans la cadre de cette instance?

Oui

Non

Si oui :

\$

Accusations courantes et date(s) des faits :

Prochaine date de comparution :

Lieu du tribunal :

Nombre de comparutions :

Ce formulaire est-il utilisé pour obtenir un refus afin que le demandeur puisse demander l'assistance d'un avocat en vertu du paragraphe 25(4) de la LSJPA.

Oui

Non

Documents requis :

- Une copie du synopsis- requise pour toutes les observations
- Une copie du casier judiciaire – requise seulement pour les clients qui n'ont pas reçu un certificat en droit criminel dans les deux dernières années

Partie 1

Le demandeur pourrait être admissible à un certificat lorsqu'une des circonstances suivantes existe. Suivant les renseignements du synopsis, veuillez cocher tous ceux qui sont disponibles. S'il n'y en a pas, passez à la Partie 2.

La Couronne demande une ordonnance de garde et de surveillance, une ordonnance différée de garde et de surveillance, ou l'assistance d'un avocat en matière de garde en vertu du paragraphe 25(4) de la LSJPA

La Couronne demande une évaluation de la NCR formelle

Fait face à une accusation dont la peine pour adultes est de 14 ans ou plus

Fait face à une accusation entraînant une peine d'emprisonnement obligatoire

Détenu après une enquête sur le cautionnement

Reconnu coupable d'une accusation semblable au cours des deux dernières années avec peine d'emprisonnement

La Couronne procède par voie de mise en accusation

Jeune autochtone

Fait face à des accusations de possession en vertu de la LRCDas pour des quantités dépassant :

- Cocaïne en poudre - 28 grammes
- Hydrocodone/Hydromorphone/ Oxycodone/ Oxymorphone - 100 comprimés
- Crack – 3,5 grammes
- Méthamphétamine en cristaux et autres méthamphétamines – 1,0 gramme
- Héroïne ou fentanyl – n'importe quelle quantité

Partie 2

Le demande pourrait être admissible au programme de certificat lorsque deux ou plusieurs des circonstances suivantes existent. Suivant les renseignements du synopsis et du casier judiciaire, veuillez cocher tous ceux qui sont disponibles.

Accusations semblables se réfèrent aux « accusations de même catégorie ». Par exemple :

- Les infractions d'omission de se conformer comprennent toutes les violations d'ordonnances judiciaires
- Les infractions de voies de fait comprennent toutes les accusations de voies de fait
- Les infractions mettant en jeu une arme à feu comprennent toutes les accusations portant sur des armes à feu, y compris la simple possession ou l'entreposage
- Les infractions de fraude comprennent toutes les accusations de fraude et de faux documents
- Les infractions de conduite avec facultés affaiblies comprennent toutes les infractions liées à la conduite avec facultés affaiblies, mais pas d'autres accusations d'infractions liées à la conduite automobile

Une ou plusieurs déclarations de culpabilité au cours des trois dernières années, pour une infraction semblable

Actuellement sous le coup d'une ordonnance de sursis pour une accusation identique ou semblable

Déjà, fait l'objet d'accusations identiques ou semblables devant les tribunaux

Présumé avoir commis une infraction consistant en un abus de confiance, à l'exclusion des accusations de violence familiale (par exemple, vol de l'employeur)

L'infraction était motivée par des préjugés ou la haine fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, un handicap mental ou physique, l'orientation sexuelle ou l'orientation de genre ou l'expression de l'orientation de genre

Le plaignant est présumé être une personne vulnérable (personne âgée de moins de 18 ans ou de plus de 65 ans, personne ayant des troubles mentaux, personne ayant une déficience intellectuelle)

Toute accusation d'infraction mettant en jeu des armes à feu (y compris l'entreposage)

Accusation d'utilisation présumée d'une arme qui peut servir à causer la mort ou une blessure grave (p. ex., couteau, hache, arbalète)

Domages présumés d'un montant irrécouvrable de 2000 \$ ou plus

Un jeune est présumé avoir participé à un « essaimage » ou à un vol collectif / à une violation de domicile

La Couronne a demandé une ordonnance en vertu de l'article 34 (évaluation de la santé mentale)

Le jeune est pris en charge (par ex. : la SAE)

Section 3 : Renseignements financiers

Les renseignements financiers du demandeur, de son conjoint et de la personne responsable doivent être fournis.

Taille de l'unité familiale :

État matrimonial :

Célibataire	Marié	Conjoint de fait
Divorcé	Séparé	Veuf

Conjoint - Nom (prénom, second prénom, nom) :

Nombre de personnes à charge résidant au foyer :

Verse une pension alimentaire aux personnes à charge résidant hors du foyer : \$ /mois

Logement :

Locataire	En établissement carcéral	Propriétaire
Chambreur payant	Chambreur non payant	En maison d'hébergement
Itinérant	Jeune au foyer	À l'hôpital
Autre		

Actifs :

Propriété – adresse, valeur marchande, hypothèque

Biens liquides (comptes bancaires, placements, etc.)

Type :

Valeur actuelle : \$

Revenu :

Type de revenu	Demandeur Revenu mensuel brut	Conjoint/Personne responsable Revenu mensuel brut
Emploi	\$	\$
Assurance-emploi (AE)	\$	\$
Pension de la sécurité de la vieillesse (SV) / Régime de revenu annuel garanti (RRAG)	\$	\$
Ontario au travail (OT)*	\$	\$
Demande présentée à Ontario au travail	\$	\$
Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH)	\$	\$
Pension	\$	\$
Pension alimentaire pour conjoint	\$	\$
Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT)	\$	\$
Travailleur autonome	\$	\$
Autre	\$	\$

* Numéro d'identification de l'aide sociale (OT/POSPH) :

Frais médicaux :

Type / description:

Montant mensuel :

Confirmation

Le fait de soumettre ce formulaire ne garantit pas une aide juridique dans le cadre du programme de certificat d'Aide juridique Ontario (AJO). Le demandeur doit répondre aux critères d'admissibilité requis. Lorsque les renseignements fournis répondent aux critères d'admissibilité, les certificats seront traités et envoyés directement à l'avocat (s'il existe des antécédents avec l'avocat dans le dossier à AJO) par l'entremise d'*Aide juridique en ligne*; autrement, le certificat sera envoyé au demandeur.

Les demandes présentées avec l'assistance d'un avocat seront traitées en 3 à 5 jours ouvrables. Si la confirmation du certificat n'est pas reçue dans ce délai, veuillez aviser le demandeur de communiquer avec AJO.

- Toronto : 416 979-1446
- Sans frais : 1 800 668-8258.

En soumettant ce formulaire, j'atteste que le demandeur a consenti verbalement à ce que je soumette cette demande en son nom. Je confirme, autant que je sache, que les renseignements fournis dans le présent formulaire sont complets, véridiques et exacts. J'ai vérifié que le demandeur comprend qu'Aide juridique Ontario pourrait recouvrer le coût des services d'aide juridique, conformément à l'article 13 de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique*, et qu'il consent que le certificat me soit envoyé directement.

Nom :

Date :

Signature :

--	--	--	--	--

Les renseignements personnels figurant dans le présent formulaire sont recueillis en vertu de la *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique* aux fins de la prestation de services d'aide juridique en application de la LSAJ.

Les questions à ce sujet doivent être adressées à l'agent(e) de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée, à fippa@lao.on.ca ou au 1 800 668-8258.



LEGAL AID ONTARIO
AIDE JURIDIQUE ONTARIO